

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 16 au 22 juillet 2016

Attentat de Nice

Le SCP a reçu 889 courriers relatifs à l'attentat de Nice sur un total de 1 081 messages enregistrés depuis le drame. Les réflexions des correspondants sont devenues plus incisives et radicales au fil des jours mais restent néanmoins construites et étayées.

- Sujets les plus abordés, **la lutte antiterroriste, très souvent liée à l'immigration et l'Islam, rassemblent près de la moitié des courriers**. On voit bien les risques de dérives et les tentations d'abandonner les fondamentaux puisqu'ils ne nous protègent plus (voire nous mettent pas en danger) :

- **Le sentiment d'une société au bord de l'implosion se fait plus régulier et les attentes de mesures parfois martiales pour mettre fin à la menace nombreuses** : « *J'ai le sentiment d'ETRE EN GUERRE dans MON pays. Et je ne vois rien venir de mes dirigeants. Je vous prie de prendre des mesures radicales. Vous ne communiquez sur rien. Nous sommes en guerre et vous le savez* ». Beaucoup prônent, sur un ton anti-islam, une tolérance zéro à l'encontre des fichés S, des binationaux, des titulaires d'un titre de séjour et de la communauté musulmane dans son ensemble (« *On ne tolère plus les personnes voilées dans nos lieux publics ! Chez elles, elles font ce qu'elles veulent ! Dehors c'est chez nous !* »).

La plupart sont marqués par une **colère contre un « laxisme » généralisé des pouvoirs publics dans lequel le radicalisme a pu germer « en se protégeant derrière les droits de l'homme et la compassion qui nous caractérise »**. « *Justice complaisante* », « *immigration incontrôlée* », « *invasion et domination des forces musulmanes* » sont ainsi les qualificatifs les plus régulièrement employés pour dépeindre une France « *poubelle et permissive* ».

Enfin les remises en causes du dispositif de l'état d'urgence sur fond de polémique relative à la sécurisation de la Promenade des Anglais sont nombreuses : « *je ne parviens pas à comprendre comment en état d'urgence un camion de 19 tonnes peut se retrouver sur une esplanade où se trouve des milliers de personnes. Mais à quoi sert l'état d'urgence ?* ».

- **A contrario, seule une vingtaine de correspondants demandent apaisement et unité nationale** et appellent à lutter contre une idéologie plutôt que contre une organisation définie : « *Aucune mesure d'exception liberticide, aucune expédition guerrière et aucun discours de division ne peuvent nous aider. C'est au contraire dans la réaffirmation de nos valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité, dévoyées depuis trop longtemps, que nous trouverons collectivement les solutions pour vivre-ensemble, pour vivre mieux et pour vivre en paix* ».

- **La gestion des événements par le Président de la République et dans une moindre mesure le Gouvernement est abordée par 25% des particuliers.**

- Très durs dans leurs propos, **près de la moitié accusent F. Hollande d'être directement responsable de l'attentat** pour ne pas avoir suffisamment pris la mesure de la menace terroriste par son manque d'action et de moyens accordés à la protection de la Promenade (« *Jamais un président n'a tué autant de citoyens* »). Sa gestion post-attentat a également entraîné quelques critiques : « *de la parade* ». L'attente d'actions significatives et concrètes domine toujours : « *Si nous sommes en guerre alors envoyez les soldats et même la légion dans les zones de non droit, faites vite le ménage* ».

S'agissant du Gouvernement, **le discours jugé « fataliste » du Premier Ministre a été vivement repoussé** : « *Quand j'entends votre Premier ministre dire qu'il y aura d'autres victimes, mais comment pouvez-vous dire des choses pareilles ?* »

- **Un tiers de ces messages demeurent des soutiens accordés ou renouvelés au Chef de l'Etat dans sa lutte contre le terrorisme**, le jugeant à même de protéger les Français : « *Je pense sincèrement que vous avez su prendre des mesures fortes comme la mise en œuvre et les prolongations successives de l'état d'urgence donnant certaines facilités offertes aux forces de l'ordre* ». Certains de ces soutiens s'indignent des critiques de l'opposition, considérées comme de la récupération : « *C'est insupportable que de telles personnes puissent avoir le droit de parler, qu'elles profitent de ces événements horribles pour faire de la communication politique* ».

- **Les messages de condoléances et d'émotion**, toujours dominés par des courriers d'étrangers, **représentent 20% du total**.
- **10% des courriers sont des souhaits de se porter volontaires** pour faire partie de la réserve opérationnelle ou mettre à disposition leurs compétences pour protéger le pays : *« suite aux attentats perpétrés à Paris et plus récemment à Nice, j'ai bien entendu votre appel ainsi que celui du ministre de l'intérieur à tous les citoyens français à la réserve civile. Je suis Française et je souhaiterais me mettre au service de mon pays en cette période douloureuse »*.
- **L'intensification des frappes au Moyen-Orient ne représente que 5% des messages, majoritairement défavorables et justifiées par la peur d'une nouvelle réplique** sur le territoire français.

A noter qu'à ce jour, la demande de suppression des vidéosurveillances de la ville de Nice le jour de l'attentat a suscité l'incompréhension de 2 Français soupçonnant *« la destruction de preuves utiles à l'enquête »*.

Coiffeur du Chef de l'Etat : toujours fort et virulent

Les révélations du *Canard Enchaîné* ont mobilisé **225 personnes** cette semaine, **portant à 290 le nombre total de réactions depuis la semaine dernière**.

Reprenant les termes d'une pétition en ligne (environ 150 000 signatures à ce stade),, près de la moitié désormais (46%) demande au Chef de l'Etat de *« rembourser cette somme faramineuse »*. Ce geste serait pour eux *« une marque de respect »* envers les citoyens. Un quart d'entre eux propose de verser l'intégralité à une association caritative : *« les Resto du Cœur par exemple, ils en ont besoin et ce serait une façon de vous racheter »*. 30 Français précisent souhaiter une *« reconnaissance médiatique »* de la pétition afin que le Président soit dans l'obligation de *« prendre ses responsabilités et de rembourser »*.

Les messages de déception et de colère liés à la promesse d'un « Président normal » constituent 21% des courriers : *« le costume est trop grand pour vous, et vous ne serez jamais un homme d'Etat exemplaire »*. Ces personnes, souvent en situation précaire, comparent cette affaire *« aux privilèges du temps des Rois »* en accusant le Président de se conduire en *« monarque »* : *« pendant que certains Français, dont moi, ont du mal à joindre les deux bouts, vous dépensez un demi-million en frais de coiffeur ! Qu'est-ce qui cloche chez vous ? »*.

Sans faire part de doléance précise, 16% des courriers traduisent *« l'agacement »* et *« le dégoût »* ressentis : *« un demi-million, je suis juste bouche bée et pétrifiée de honte »*.

11% des correspondants établissent, de façon ironique, un lien entre les hausses d'impôts et la rémunération du coiffeur : *« donc nos impôts, qui augmentent sans cesse, partent en cirage et coloration ?! »*.

Enfin, la formule utilisée par le Chef de l'Etat lors de la campagne présidentielle *« mon ennemi c'est la finance »* est reprise par 6% des intervenants, lui sommant d'être cohérent vis-à-vis de *« sa couleur politique et ses promesses »*.

Brexit : 15

Dont essentiellement de demandes de fermeté vis-à-vis du Royaume-Uni

Turquie : 6

Loi Travail / 49-3 : 5

En forte baisse dans les courriers, l'utilisation du 49-3 afin de faire passer la loi Travail n'a plus suscité cette semaine que 5 réactions, toutes critiques. Cependant, une quinzaine de cartes postales découlant vraisemblablement d'une démarche pétitionnaire, ont été reçues. Elles conseillent au Président de la République de *« profiter des vacances d'été »* en lui donnant rendez-vous *« dans la rue dès la rentrée »*.

14 juillet: 5

Macron : 2